

À la rencontre des absents de la transition

Comment lutter contre les inégalités sociales dans un contexte d'urgence écologique et de changement social ?

Pierre Etienne

enseignant à HELMo ESAS

p.etienne@helmo.be

Pascal Midrez

enseignant à HELMo ESAS

p.midrez@helmo.be



© Patricia Huchot-Boissier / Hans Lucas

Bénédicte Schoonbroodt

Responsable de la cellule recherche

dans le département économique

et juridique de HELMo

b.schoonbroodt@helmo.be



Le mouvement de la transition semble ne pas toucher l'ensemble de la population de manière uniforme. Apparemment, certains publics n'en font pas partie. Le concept de « classe subalterne » élaboré par Antonio Gramsci et l'école des *Cultural Studies* fournissent des outils théoriques pour aborder cette question. Des chercheurs de HELMo les testent auprès des publics concernés.

La transition : un mouvement de dominants ?

Si le mouvement de la transition n'inclut pas suffisamment l'ensemble des couches de la population, comment, tout d'abord, caractériser les relations entre les groupes sociaux qui y participent et ceux qui n'y sont pas représentés ? Comment, ensuite, identifier les leviers susceptibles de corriger cette inégalité ?



La manière dont Antonio Gramsci a progressivement décrit les relations dialectiques entre les « classes subalternes » et les « classes dominantes » propose un cadre conceptuel intéressant parce qu'il englobe des dimensions de domination beaucoup plus larges et moins rigides idéologiquement que celles, par exemple, conceptualisées par Marx.

Initialement, Gramsci définit le public subalterne comme composé des « groupes sociaux marginaux ou de classes fondamentales bien qu'encore non hégémoniques » (Liguori, 2016). Ces groupes subalternes ne sont pas passifs. En cherchant à s'affirmer par rapport aux groupes dominants, ils sont des moteurs de changement. C'est précisément cette dimension plus « antagonique » de la relation entre « subalternes » et « dominants » qu'il est intéressant d'approfondir dans la mesure où ce moteur de changement pourrait permettre d'intégrer les publics « subalternes » dans le mouvement de la transition.

Une méthodologie nourrie des *Cultural Studies*

Le cadre conceptuel et les hypothèses théoriques proposées par Gramsci peuvent-ils être corroborés sur le terrain ? Répondre à cette question nécessite une méthodologie adaptée. Nées en Grande-Bretagne dans les années 60, les *Cultural Studies* permettent de comprendre les dimensions culturelles du changement social, de ce fait, elles semblent parfaitement appropriées pour étudier les dimensions que cette recherche souhaite éclairer.

Les *Cultural Studies*, en effet, sont essentiellement tournées vers l'action. Il s'agit d'une approche essentiellement pratique. « C'est un projet d'études interdisciplinaire et collectif qui a pour champ les formes, les pratiques et les institutions culturelles et leur rapport avec la société et le changement social ». (Quemener, Cervulle, 2015). L'approche est ainsi définie par les *Cultural Studies* comme « Une mise en marche de la pensée tournée vers l'action. Une théorie comme une manière d'appareiller conceptuellement les mouvements sociaux et les individus, de dégager les conditions de l'action en identifiant les spécificités du contexte. (...) un axe historique et un axe philosophique portant sur la relation entre les transformations culturelles et le changement social. » (Quemener, Cervulle, 2015).

Une enquête de terrain met en exergue les principes de l'écologie sociale

Il est frappant de constater la convergence entre les lignes directrices des *Cultural Studies* et l'œuvre théorique de Murray Bookchin, figure originelle de l'écologie sociale. Celle-ci, née aux Etats-Unis dans les années 60, propose un changement de paradigme, elle démontre que les problèmes écologiques découlent des problèmes sociaux et propose de changer la domination de l'humain sur l'humain et donc sur la nature (Bookchin, 1982).

Les données de terrain dévoilent rapidement la nécessité d'identifier les pratiques culturelles et de leur rapport avec la société et le changement social.

C'est pourquoi, la méthodologie adoptée est passée par un premier cycle d'entretiens et de focus-groups avec les publics subalternes.

À l'issue d'un premier examen bibliographique et de cette première série d'entretiens exploratoires, l'écologie sociale se confirme comme un levier potentiel.





Dès lors, trois enseignants-chercheurs partent à la rencontre des publics dit « subalternes » et donc « dominés » selon la vision gramscienne au cœur de collectifs auto-gérés dans le but de connaître, documenter et comprendre leurs réalités ainsi que leurs luttes.

Sur le terrain, différentes pratiques et orientations se montrent récurrentes lors du croisement de données recueillies : une idée forte de démocratie directe et locale, un sentiment anticapitaliste explicite, un retour au local et à la nature, un désir pratico-pratique d'être dans le faire et si possible de ses propres mains ainsi qu'une aspiration à un changement social pulsé de l'intérieur. Sous le couvert pratiquement systématique du principe de l'assemblée populaire, se dévoile une orientation vers une citoyenneté responsable et engagée localement.

Les hypothèses de Gramsci sur la subalternité comme moteur de changement semblent donc trouver une certaine confirmation empirique que la suite de la recherche devra étayer.

Références

1. Cervulle, M. & Quemener, N. (2015) Cultural studies : Théorie et Méthodes. Paris. Armand Collin
2. Bookchin, M. (1982). The ecology of freedom. Repris dans *Qu'est-ce que l'écologie sociale?* 2012. Atelier de création libertaire.
3. Liguori, G. (2016). Le concept de subalterne chez Gramsci. *OpenEdition Journal*.
4. Van Campenhoudt, L., Chaumont, A., Franssen, A. (2005) *Méthode d'analyse en groupe*. Paris. Dunod.